

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
118 · Mai 2025
AZB 3001 Berne · Poste CH AG



Merci pour tout, Roger!

Après deux décennies sous la Coupole, dont 8 ans comme président de Groupe, Roger Nordmann a quitté le Conseil national lors de la dernière session parlementaire. Bilan et perspectives. *Pages 4–5*

RETOUR SUR LES DERNIÈRES ÉLECTIONS

En ce début d'année, les cantons du Valais, de Neuchâtel et de Genève ont renouvelé leurs autorités. Tour d'horizon des résultats. *Page 9*

HOMMAGE À CHRISTIANE BRUNNER

Christiane Brunner, fer de lance du féminisme, nous a quitté-es. Retour sur le parcours d'une figure marquante de la lutte pour l'égalité et la défense des travailleuses et travailleurs. *Page 10*



L'IMAGE DU MOIS

Le 4 avril, la Jeunesse socialiste suisse a organisé une veillée sur la Place fédérale pour dénoncer les féminicides. 300 personnes ont répondu à l'appel et se sont réunies afin d'observer une minute de silence, suivie de plusieurs prises de paroles. Les discours ont notamment appelé la Confédération à agir d'urgence face au nombre alarmant de féminicides.

La JS a exigé la mise en œuvre immédiate de la Convention d'Istanbul, l'élaboration d'une loi contre les violences sexistes et sexuelles, ainsi que le déploiement de véritables programmes de prévention et de protection. Elle a pointé la responsabilité de la Confédération et de la majorité bourgeoise, affirmant que l'inaction politique est responsable de la mort de ces femmes.

Elle a également rappelé que les féminicides ne sont que la partie émergée de l'iceberg des violences patriarcales. Le nombre de viols a augmenté de 30 % en un an, et les cas de blessures graves ont bondi de 60 % en cinq ans. Face à cette situation, la JS a revendiqué l'augmentation massive des ressources allouées par la Confédération et les cantons, pour : l'extension des foyers d'accueil pour femmes, la mise en place de vastes campagnes de prévention dans les écoles, universités et entreprises, la reconnaissance officielle et le recensement systématique des féminicides, des dispositifs de protection efficaces pour les victimes, et un travail de fond avec les auteurs de violences. Le PS Suisse soutient évidemment lui aussi ces revendications.

Une position claire contre la politique autoritaire de Trump



Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche n'est pas seulement un problème américain. Sa politique menace les valeurs démocratiques, les acquis sociaux et l'égalité dans le monde entier. Ce qui se passe aux États-Unis ne reste pas là-bas, mais a des répercussions bien au-delà des frontières.

La dernière menace de Donald Trump d'imposer des droits de douane exorbitants montre une fois de plus qu'il ne veut pas d'une politique commerciale équitable, mais préfère les démonstrations de

force. Il ne s'agit pas pour lui de chercher la coopération, mais bien d'imposer la soumission. Cette pensée autoritaire est dangereuse – sur le plan économique, social et politique.

Car Trump incarne une politique d'exclusion : des termes tels que « queer » et « discrimination » sont supprimés des documents officiels. Les universités et les programmes en faveur de la diversité sont attaqués, les voix critiques sont réduites au silence. L'objectif est clair : les minorités doivent être écartées de la sphère publique.

Ces évolutions stimulent également les forces conservatrices et radicales en Europe et en Suisse. Elles banalisent la violence à l'égard des femmes, relativisent le racisme et propagent une image rétrograde de la masculinité, fondée sur la domination plutôt que sur l'empathie.

Aujourd'hui plus que jamais, la Suisse doit rester intransigeante. Elle doit défendre la démocratie, la justice sociale et l'égalité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. C'est précisément là que le Conseil fédéral échoue. Au lieu de prendre position, il mène une politique étrangère conciliante. Il reste silencieux, et pas seulement dans le conflit douanier avec Trump. Afin de ne pas contrarier Washington, le gouvernement fédéral a décidé de reporter la réglementation prévue de longue date des plateformes en ligne telles que Google, Facebook, YouTube et X.

Et ce, alors qu'il est clair depuis longtemps que les utilisateur-trices sont en position de faiblesse face à ces géants de la technologie. Le Conseil fédéral lui-même avait constaté qu'il fallait plus de transparence, notamment en matière de blocage de contenus, de signalement de la publicité ou de lutte contre la désinformation. Mais maintenant que les choses deviennent sérieuses, le gouvernement retire sa propre loi, apparemment sous la pression des départements de l'Économie et des Affaires étrangères, qui invoquent la « situation tendue avec les États-Unis ».

Il en reste une impression amère : l'obéissance aveugle remplace les principes démocratiques. Alors que d'autres pays comme l'UE introduisent des règles claires, la Suisse se dérobe.

Si l'on veut protéger la liberté et l'égalité, il faut parler clairement, y compris aux États-Unis. Nous attendons du Conseil fédéral qu'il fasse preuve de courage plutôt que de recul. La démocratie implique de lutter contre la désinformation, protéger les droits humains, dénoncer la violence et ne pas se laisser intimider. L'égalité et la démocratie ne sont pas des jouets géopolitiques. Elles sont le fondement d'une société libre. Le moment est venu de les défendre clairement.

Tom Cassee,
secrétaire général du PS Suisse



Congé menstruel : croyez-nous !

Mal de tête, de dos, de ventre, mais devoir se lever et aller travailler : voilà ce que vit près de la moitié de la population pendant une semaine par mois. Les douleurs de règles sont une condition tellement répandue que l'on pourrait même parler de quelque chose de banal. Et pourtant, la dysménorrhée n'est toujours pas vue comme une raison légitime pour s'absenter du travail.

Toutefois, des féministes luttent pour aller de l'avant dans ce domaine et ce, aussi en Suisse. À partir de cet été, les employé-es de la ville de Fribourg auront la possibilité de prendre des congés menstruels. Chaque mois, les personnes concernées pourront prendre trois jours de congé sans devoir présenter un certificat médical.

Briser un tabou

Une décision importante prise par le Parlement de la ville, qui reconnaît enfin la réalité de chaque personne menstruée. Il est difficile de briser le tabou autour de la menstruation, surtout dans un environnement professionnel. Pouvoir prendre congé sans obstacles tel qu'un certificat médical est essentiel.

Il est d'usage, voire conseillé, de se ménager lorsqu'on souffre d'un autre mal-être ou d'une maladie. Mais les femmes et personnes queers rencontrent souvent des difficultés à se faire croire par les institutions médicales, car en médecine moderne, l'archétype du patient dont les symptômes sont pris au sérieux est bien un homme cisgenre blanc.

C'est pourquoi l'endométriose était et est toujours une condition médicale inconnue par beaucoup de professionnels de la santé. Pourtant, il s'agit d'une maladie extrêmement douloureuse qui touche une personne sur dix avec utérus et ovaires, soit plus de 800 000 personnes.

Une loi pour des congés menstruels n'est donc pas seulement un instrument qui facilite la vie de beaucoup de personnes. Elle a aussi un rayonnement symbolique et envoie un message aux employeur-euses et docteur-es : croyez-nous et prenez au sérieux nos douleurs !

Des progrès partout sur le globe

L'Espagne a été le premier pays européen à introduire un congé menstruel, en 2023. Le Japon, la Corée du Sud, la Zambie, l'Indonésie et Taiwan connaissent aussi des lois pour un congé menstruel, mais avec des rémunérations variables.

Quelques entreprises dans différents pays, ainsi que le Parti socialiste français, offrent également des congés menstruels de leur propre gré. En Suisse, les villes de Lausanne et Zurich y réfléchissent. En tout cas, le débat est lancé.

Elisa Jeanneret, responsable de projet « médias » au PS Suisse

IMPRESSUM

Éditeur : PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch

Rédaction : Clément Borgeaud, Elisa Moret, Elisa Jeanneret, Colin Vollmer
Production : Atelier Bläuer, Berne



« Merci au PS de m'avoir donné cette chance »

Après deux décennies de combat au service de nos idéaux, Roger Nordmann a quitté le Conseil national. Président du Groupe socialiste de 2015 à 2023, Roger revient sur son engagement, ses combats pour la planète et contre l'impunité des banques, et les défis qui attendent le PS dans un monde en pleine mutation.

Tu quittes le Parlement après 20 ans d'engagement pour le PS. Quel bilan tires-tu de ces années au Conseil national ?

Si je devais retenir un point essentiel de mes 20 années au Conseil national, ce serait celui-ci : pour faire avancer le pays dans une direction précise, il est crucial de s'appuyer sur des concepts bien construits, clairs et susceptibles, au moins en partie, de convaincre d'autres forces politiques.

Pour obtenir de réels progrès, le travail conceptuel est donc central. Mais, il faut sans cesse faire des allers-retours entre la théorie et la pratique. Se contenter de répéter des principes idéologiques sans examiner leurs effets concrets sur les individus – avec leurs qualités et leurs défauts – expose à de sérieux risques d'erreur.

Tu t'es beaucoup impliqué sur les questions énergétiques : quelle(s) amélioration(s) concrète(s) as-tu réussi à obtenir au Parlement ?

Dans un Parlement, on n'est jamais seul responsable d'un succès. Ceci-dit, les améliorations concrètes auxquelles je crois avoir substantiellement contribué sont les suivantes : le développement du photovoltaïque, qui produit désormais 12 % de l'électricité suisse, contre 0,03 % lorsque je suis entré au Parlement. Il y a aussi l'assainissement des bâtiments, dont les émissions de CO₂ ont baissé de presque 40 % alors que la surface et la population ont augmenté. Je pense aussi que la sortie du nucléaire est définitive, car les coûts, les risques et les inconvénients de cette technologies sont prohibitifs. Enfin, il a le milliard supplémentaire de financement pour les in-

vestissements ferroviaires, comme contre-projet à l'initiative pour les transports publics.

La majorité de droite au Parlement et Albert Rösti en particulier remettent régulièrement en cause les avancées de la Suisse pour protéger le climat. Quels sont les dangers actuels pour la politique climatique ?

Parmi les acquis menacés, mentionnons la tentation du département d'Albert Rösti d'affaiblir les exigences de réduction de CO₂ pour les voitures, et les attaques de la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter contre le programme d'assainissement énergétique des bâtiments et contre l'application de la loi sur le climat et l'innovation votée par le peuple.

Mais pour moi, le plus gros danger serait le blocage du développement de l'électricité renouvelable, dont nous avons besoin pour remplacer à la fois le nucléaire et les énergies fossiles. Il faut faire très attention à l'alliance objective entre les pronucléaires et les lobbies du pétrole d'un



côté, et de l'autre ceux qui ont une conception trop muséale du paysage. Le potentiel de blocage n'est pas à sous-estimer. Nous avons besoin d'énergie hivernale, et pour cela il faut réaliser 13 rehaussements de barrages et les deux nouveaux projets (Gorner et Trift), tous approuvés par le peuple l'été passé. Il est en outre très important de débloquer l'éolien, car c'est une précieuse production d'électricité hivernale. En termes de biodiversité, le dommage de ces projets est très modéré en comparaison d'un réchauffement de 5° de l'arc alpin. Il ne s'agit pas de viser la perfection, impossible vu que le réchauffement est déjà de +1,5 degré, mais de limiter les dégâts.

Récemment, on t'a vu au front contre les risques que fait courir à la Suisse une UBS de taille XXL. Quelle est la situation aujourd'hui ?

La situation est extrêmement risquée pour le pays. Avec la législation actuelle et l'attitude de la majorité bourgeoise, le cadre imposé à UBS est totalement insuffisant. Si nous

ne durcissons pas substantiellement la législation, il est probable que le crash que nous avons vécu se répète prochainement. Car, in fine, après 2008 et 2023, la direction d'UBS peut raisonnablement compter sur le fait que la Confédération volera à son secours en cas de catastrophe. Cela les pousse à prendre des risques inconsidérés. Cette logique de privatisation des profits et de socialisation des pertes est insupportable. C'est pour cela que le Groupe socialiste a présenté son plan d'action en cinq axes : plus de transparence, limiter la taille des banques, responsabiliser les actionnaires, renforcer la surveillance et clarifier les objectifs et modalités d'un futur sauvetage.

Les derniers mois ont été marqués par une déstabilisation générale de la politique mondiale et par un renforcement de la droite et de l'extrême droite. Quelles perspectives vois-tu pour ces prochaines années ?

Pour dire les choses clairement, je pense que l'on se dirige vers une bataille frontale entre la liberté du

grand nombre et le pouvoir d'une petite oligarchie. Au niveau mondial, on observe une convergence inquiétante entre l'autoritarisme classique et les oligarques de type Musk ou Bezos. Face à cette situation, il ne suffira pas de dénoncer le néo-fascisme : nous devons aussi proposer un modèle concret de société, capable d'offrir une alternative crédible et désirable à la population. Je crois qu'un point central doit être la défense de la liberté de chacun-e. Elle passe par le fait d'avoir des moyens suffisants pour vivre dignement, par la possibilité, pour chacun-e, de mener sa vie comme il ou elle l'entend, évidemment dans le respect d'autrui, par le renforcement de la coopération et la solidarité au sein de la population et enfin par le développement d'une planète viable.

Quels vœux formules-tu pour le PS ces prochaines années ?

Je souhaite que le PS reste en phase avec les enjeux de notre temps. Ce n'est pas évident, car il faut à la fois garder un cadre (idéo-)logique cohérent et tenir compte de l'évolution des faits et des consciences. Mais c'est ce qui rend le PS si passionnant.

Quel souvenir garderas-tu de ces 20 ans d'engagement au Conseil national ?

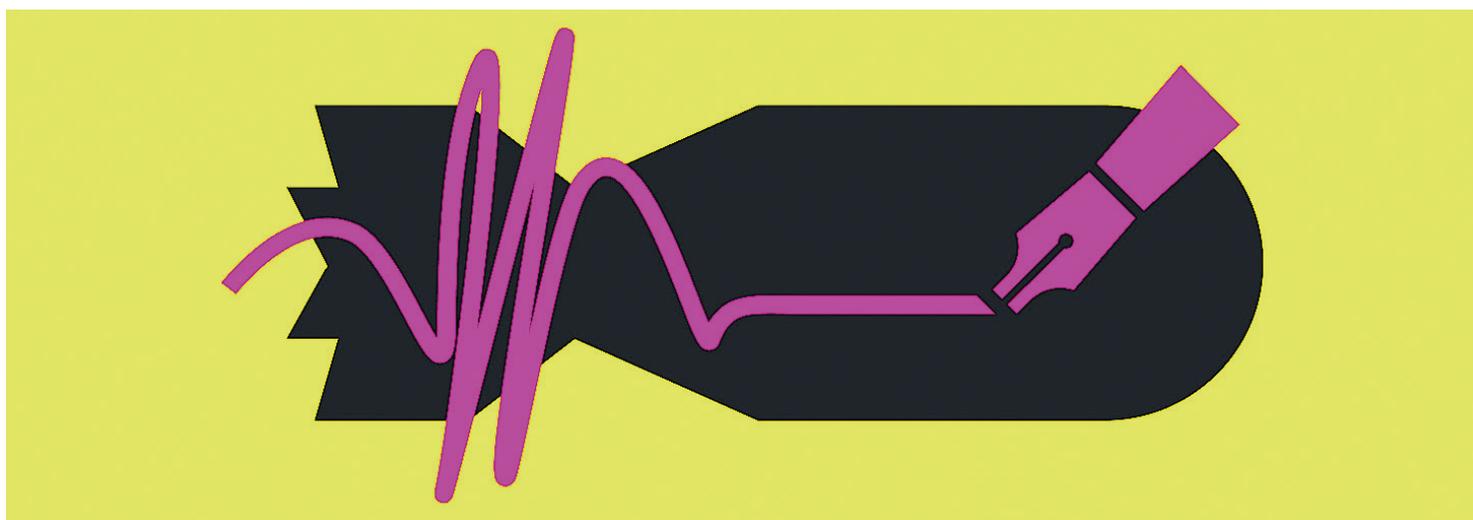
Presque tous-tes les élu-es s'engagent pour ce qu'ils et elles considèrent comme le bien commun. Je suis fier d'avoir pu en être. Merci au PS de m'avoir donné cette chance.

MERCI, ROGER !

Cher camarade, cher Roger,

C'est non sans émotion que nous te disons au revoir, après 20 années sous la Coupole, dont 8 comme président du Groupe socialiste. Durant ces deux décennies, tu auras marqué comme peu de monde la politique de la Berne fédérale, que ce soit en matière de climat, d'énergie, de transports ou encore dernièrement de réglementation bancaire. Pour ton esprit, ta confiance, ton amitié ainsi que pour l'excellente collaboration, nous te disons un grand merci et te souhaitons tout le meilleur, Roger !

*Mattea Meyer & Cédric Wermuth,
Co-présidence du PS Suisse*



OUI à l'interdiction des armes nucléaires !

En juillet 2024, l'Alliance pour l'interdiction des armes nucléaires lançait son initiative populaire pour que la Suisse adhère au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Mais pourquoi une initiative, alors que cette adhésion avait pourtant été demandée par le Parlement lui-même il y a quelques années ?

Depuis les années 2010, les discussions visant à rendre les armes nucléaires hors-la-loi ont été croissantes. À la suite de nombreuses conférences et discussions, l'idée d'un traité international pour demander leur interdiction voit le jour, et en 2017, le TIAN est signé à l'ONU.

La Suisse a quant à elle participé aux discussions entourant la création de ce traité. Mais, une fois les négociations terminées, elle n'a cessé de dire qu'il ne s'agissait pas du « bon moment » pour y adhérer concrètement. Pourtant, en 2018, une motion de Carlo Sommaruga, à l'époque conseiller national socialiste, demandant au Conseil fédéral d'y adhérer, a été adoptée par les deux Chambres. Depuis cette adoption parlementaire, le gouvernement a systématiquement repoussé sa mise en œuvre, malgré les nombreuses questions, pétitions, lettres ouvertes ou manifestations. Après une annonce en début d'année 2023 selon laquelle le secrétaire général de l'OTAN aurait fait pression sur le Conseil fédéral pour ne pas signer le TIAN, l'idée d'une dernière solution apparente a fait son entrée : l'initiative populaire.

À l'été 2024, l'Alliance pour l'interdiction des armes nucléaires a



Pauline Schneider,
secrétaire politique du GSsA

donc officiellement lancé son initiative. Le texte est très simple, se basant sur le texte d'adhésion à l'ONU : la Suisse doit adhérer au TIAN. Les nombreuses organisations de la société civile et partis politiques – dont le PS – qui composent l'Alliance s'engagent depuis avec force pour récolter les 100 000 signatures nécessaires à l'aboutissement de l'initiative.

Le plus grand danger de notre époque

Que ce soient les politologues ou les scientifiques, nombreuses sont les personnes qui s'accordent à dire que les armes nucléaires représentent aujourd'hui l'un des dangers les plus importants de notre époque. À l'heure où des autocrates aux quatre coins du globe ont le doigt posé sur le bouton nucléaire, il est plus que jamais urgent de participer à la pression internationale face à ces armes.

La pression doit également être mise sur le Conseil fédéral, car la Suisse, État dépositaire des Conventions de Genève, n'a pas d'excuse pour ne pas encore avoir adhéré à ce traité. Le droit international humanitaire se fonde sur les principes

de distinction entre objectifs civils et militaires, de proportionnalité et d'un minimum d'humanité, et interdit notamment les armes qui causent des « souffrances superflues ». Les armes nucléaires ne respectent rien de tout cela : elles détruisent et tuent sans distinction, avec des répercussions sur le long terme.

La place de la Suisse

En début d'année, ICAN (la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires) publiait une étude montrant qu'en 2024, UBS avait injecté près de 2,2 milliards de francs, sous forme d'actions ou d'obligations, dans le développement d'armes nucléaires, se plaçant ainsi dans les 30 plus gros investisseurs, et en neuvième place en enlevant les actionnaires non américains.

La preuve par l'acte

Et pourtant, le nombre d'institutions finançant les armes nucléaires a diminué de 27 en une année, et de 70 depuis l'entrée en vigueur du TIAN. Il ne s'agit pas uniquement de pression internationale, mais également de retombées concrètes. Si nous voulons construire un futur qui ne soit plus régi par le règne de la dissuasion nucléaire des plus grandes puissances, il est urgent que la Suisse prenne ses responsabilités.

Pour toutes ces raisons, signons et faisons signer l'initiative pour l'interdiction des armes nucléaires !

**Signez
maintenant !**

**Carte au milieu
du journal**

« Oui ou non aux armes nucléaires ? Je dis non ! »

L'armée suisse s'entraîne à la guerre en 1956 dans l'Oberland bernois avec une bombe atomique factice.

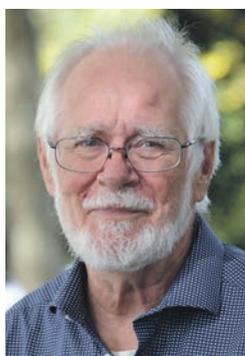
Pourquoi la Suisse devrait-elle adhérer au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) de l'ONU ? Pour le prix Nobel de chimie Jacques Dubochet, la raison en est limpide. Il est membre du comité qui a lancé le l'initiative pour l'interdiction des armes nucléaires, soutenue par le PS.

Pourquoi devons-nous adhérer au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ?

Jacques Dubochet: Le danger d'un conflit nucléaire est très réel. Selon le « Bulletin of the Atomic Scientists », il est même plus grand que jamais. Avec Trump et Poutine, la situation est extrêmement dangereuse. C'est pourquoi il est crucial que nous nous engageons maintenant toutes et tous en faveur de l'interdiction des armes nucléaires et que le Conseil fédéral signe enfin ce traité.

Poutine a remis la dissuasion nucléaire à l'ordre du jour, y compris en Europe. Une interdiction est-elle possible ?

Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est en vigueur. Mais les puissances nucléaires ne l'ont pas signé. En conséquence, il ne produit qu'un effet relatif, comme d'autres traités internationaux. Mais l'histoire a montré que les traités internationaux revêtent une grande importance, même s'ils n'ont pas la portée que l'on souhaiterait. Signer ce traité est la moindre des choses que la Suisse puisse faire. Il n'y a pas grand-chose de plus à dire. Oui ou non aux armes nucléaires ? Je dis non !



Jacques Dubochet, prix Nobel de chimie et membre du comité d'initiative

Un traité peut-il réduire la menace nucléaire ?

Personne n'a de baguette magique pour influencer Trump ou Poutine. Mais je trouve incompréhensible que le gouvernement suisse n'ait pas signé ce traité depuis longtemps. Cela me met vraiment en colère. Est-ce de l'indifférence, de la négligence ou de la bêtise ?

Tu t'engages depuis longtemps pour les questions climatiques et environnementales. Pourquoi t'engages-tu maintenant en faveur du traité sur l'interdiction des armes nucléaires ?

Lorsque j'étais doctorant à Bâle, j'ai participé à la création d'un journal qui s'est donné comme objectif de combattre l'industrie nucléaire et les armes nucléaires. C'était vers 1975. Autrement dit, mon engagement dans ce domaine ne date pas d'hier.

Après des années de désarmement, on assiste aujourd'hui à un réarmement massif dans le monde entier.

Nous ne devrions pas augmenter les dépenses militaires. Nous devrions plutôt consacrer cet argent à de meilleures relations internationales et à l'engagement social. La Suisse pourrait jouer un rôle dans ce domaine,

mais elle ne le fait pas – tout comme elle ne signe pas ce traité. L'argent investi dans l'armée manque ailleurs. La Suisse devrait investir moins dans l'armée et plus dans la promotion de la paix et dans une Suisse solidaire. Cela servirait sa position dans le monde, mais aussi à l'intérieur du pays.

INTERDIRE ENFIN LES ARMES NUCLÉAIRES

Le PS veut un monde sans armes nucléaires. L'utilisation de ces armes de destruction massives pourrait faire des milliards de mort-es. Seule une interdiction des armes nucléaires peut nous préserver de ce cauchemar. Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) de l'ONU poursuit précisément cet objectif : un monde sans armes nucléaires. Alors que de plus en plus de pays signent ce traité, le Conseil fédéral a jusqu'à présent refusé de le faire, bien que le Parlement se soit prononcé en faveur de sa ratification. Avec l'initiative pour l'interdiction des armes nucléaires, nous veillons à ce que le Conseil fédéral signe enfin ce traité et donne ainsi un signe fort de paix en ces temps troublés.



Donald Trump fait cause commune avec Vladimir Poutine, sape la démocratie à un rythme effréné et menace ses alliés européens de manière inédite. Nos démocraties et l'état de droit sont soumis à une pression énorme. Que faire face à cette situation ? Prendre position et résister à une politique qui veut imposer la loi du plus fort.

Il y a quelques semaines, Donald Trump et son vice-président ont humilié le président ukrainien Volodymyr Zelensky devant les caméras du monde entier et on fait de l'Ukraine, victime d'une guerre atroce, la coupable.

Celles et ceux qui en doutaient ont compris à cet instant que l'administration Trump voulait brutalement détruire les acquis du monde libre et démocratique. Depuis son entrée en fonction, le président américain menace les États alliés de recours à la force militaire, met fin à la coopération au développement, se range aux côtés de Poutine, déclenche des guerres commerciales et s'attaque sans relâche aux droits fondamentaux, en particulier ceux des femmes et des minorités.

Les oligarques de la tech en soutien

Donald Trump n'agit pas seul. Avec les oligarques de la tech à ses côtés, qui pèsent plusieurs milliards, il poursuit un objectif clair : éliminer tout ce qui fait obstacle à ses fantasmes de toute-puissance et à sa cupidité sans limites. À commencer par les règles démocratiques et juridiques fondamentales : les droits humains, le droit du travail, les normes environnementales, la jus-



Laurence Fehlmann Rielle, conseillère nationale (GE)

justice sociale et la coopération internationale.

Le Conseil fédéral doit prendre position

Au Parlement, nous avons demandé au Conseil fédéral de prendre position. Après les scènes à la Maison-Blanche, toute l'Europe s'est rangée sans réserve derrière Volodymyr Zelensky. Pas la Suisse : avec la conseillère fédérale PLR Karin Keller-Sutter, nous avons une présidente de la Confédération qui est la seule à minimiser et à louer le discours intolérable du vice-président américain JD Vance afin de s'attirer les faveurs de l'administration Trump. Plus tard, le Département fédéral des affaires étrangères trouve des mots positifs pour qualifier le plan de soumission que Donald Trump élabore avec Vladimir Poutine. Enfin, le Conseil fédéral dans son ensemble reste silencieux aux propositions aussi absurdes qu'inhumaines de Trump concernant la Bande de Gaza, qu'il voudrait vider de sa population au lieu de promouvoir la solution à deux États.

Ces scènes se sont reproduites lorsque le Conseil fédéral a tenté d'amadouer Washington en s'opposant à l'Union européenne. L'objectif était clair : être moins taxé

que l'UE. Le résultat l'a lui aussi été : Donald Trump a humilié la Suisse en lui imposant des taxes de douane de plus de 30 %. Bien qu'elles aient ensuite été suspendues provisoirement, ces taxes prouvent que Donald Trump n'a que faire des tentatives d'approches et de la soumission du Conseil fédéral.

Au Parlement, nous nous sommes engagés pour que la Suisse opte pour l'unité et non pour la division. Avec tous les autres partis, à l'exception de l'UDC, nous avons exhorté le Conseil fédéral à ce que la Suisse joue un rôle plus actif en Europe.

Créer des îlots d'espoir

Ce qui vaut pour l'Europe vaut aussi pour nous : individuellement, nous sommes impuissant-es. Mais ensemble, dans la solidarité, nous sommes fort-es. Saisissons les occasions qui s'offrent à nous pour agir et être solidaires. Échangeons avec des personnes qui partagent les mêmes valeurs. Affirmons notre position. Opposons-nous au quotidien à la montée générale de l'extrême droite et dénonçons les mensonges et les fausses informations. Dans cette même ligne, nous devons contrer la nouvelle tendance qui promet le masculinisme extrêmement dangereux pour les femmes et les minorités sexuelles.

Car même en ces temps sombres, nous faisons partie d'un mouvement solidaire qui croit aux principes démocratiques et aux droits humains fondamentaux, et qui les défend avec fermeté. Résistons !

La gauche gagne en Suisse romande

Face à la montée de l'extrême droite en Suisse et en Europe, il est plus que jamais nécessaire de pouvoir compter sur une gauche forte et ancrée dans les réalités sociales. Trois cantons – Genève, Neuchâtel et le Valais – ont récemment renouvelé leurs autorités : l'occasion de constater que les mesures défendues par le Parti socialiste rencontrent un large écho auprès de la population. Le PS a démontré, à l'occasion de ces scrutins, qu'il est à la hauteur des défis contemporains : pouvoir d'achat, égalité, climat. Des thèmes porteurs, portés avec cohérence. Tour d'horizon.

Valais

En Valais, la campagne autour de l'initiative cantonale « 10 % », qui vise à limiter les primes d'assurance-maladie à maximum de 10 % du revenu, a permis au PSVR de marquer clairement son engagement pour le pouvoir d'achat et un système de santé plus juste. En menant cette campagne en parallèle des élections, le parti a su articuler son programme avec les préoccupations concrètes de la population. Cette stratégie lui a permis une progression de 3,2 %, la reconduction de ses sièges à la députation et le gain de trois sièges supplémentaires à la suppléance.

Au Conseil d'État, Mathias Reynard a été brillamment réélu. Il arrive en tête dans le Valais romand et réalise une avancée impressionnante en Haut-Valais, avec 26,4 % des suffrages. Une performance électorale qui confirme la reconnaissance de son travail dans la lutte contre les discriminations et pour un système de santé plus égalitaire.

Neuchâtel

Le PS neuchâtelois réalise quant à lui une progression spectaculaire de +5,5 %. Deux de ses candidat-es, Florence Nater et Frédéric Mairy, sont élu-es dès le premier tour au Conseil d'État. Avec un siège vert, la gauche récupère ainsi la majorité au gouvernement. Le parti gagne six sièges supplémentaires au Grand Conseil et signe ainsi sa meilleure progression depuis 1953. Cette percée confirme la pertinence d'un projet socialiste qui conjugue ancrage local, écologie et justice sociale.

Genève

À Genève, la gauche, composée du PS et des Vert-e-s, conserve quatre sièges sur cinq au Conseil administratif de la Ville. Parmi les cinq élu-es, quatre sont des femmes, ce qui confirme une nouvelle fois l'impulsion féministe du PS. Christina Kitsos et Joëlle Bertossa sont élues sans difficulté, preuve de la confiance de la population genevoise dans leur projet. Dans les autres communes du canton, le PS maintient généralement ses sièges. À Vernier, le socialiste Martin Staub arrive en tête et, avec les Vert-e-s et le PLR, empêche le MCG d'entrer à l'exécutif. Le PS fait également son entrée à Céligny.

Autre signe positif : la forte féminisation des groupes socialistes. En Valais, 15 femmes et 5 hommes – soit 75 % de femmes – sont élu-es au Grand Conseil. À Neuchâtel, le phénomène est similaire : 18 femmes PS pour 9 hommes. Cette dynamique traduit un engagement clair pour la parité et une transformation en profondeur des représentations politiques.

Ces résultats montrent que lorsque la gauche est combative et connectée aux luttes du quotidien, elle progresse. Le PS a su démontrer qu'il reste un acteur politique central pour répondre aux inégalités croissantes, défendre les services publics et porter la transition écologique.



Sabine Papilloud





Christiane Brunner, fer de lance du féminisme, nous a quitté-es

Christiane Brunner, figure marquante de la lutte pour l'égalité, nous a quitté-es. Initiatrice de la grève féministe de 1991, elle s'en est allée le 18 avril dernier, à l'âge de 78 ans, après une vie consacrée à l'égalité et aux droits des travailleuses et travailleurs. Le PS Suisse adresse sa plus vive sympathie à ses proches et à sa famille.

Militante de la première heure

Christiane Brunner connut un parcours riche et diversifié. Après des études en droit et un brevet d'avocate, elle s'engagea, dès la fin des années soixante, dans la lutte féministe. Figure de proue de l'égalité entre femmes et hommes, elle participa notamment à la fondation, en 1969, du mouvement de libération des femmes (MLF). Dès le départ de ce mouvement, les questions de la position sociale des femmes dans la société se posèrent, tout comme le libre accès à la contraception, la dépenalisation de l'interruption de grossesse ou encore l'égalité salariale et le développement des crèches.

En 1981, elle accéda au Grand Conseil genevois, où elle siégea près de 10 ans, avant son accession, en 1991, au Conseil national. Après une législature au sein de la Chambre du peuple, elle accéda au Conseil des États, où elle représenta le canton de Genève durant trois législatures (1995–2007). En octobre 2000,

elle reprit les rênes du Parti socialiste suisse. Quatre ans plus tard, elle démissionna de ses fonctions après les élections fédérales de 2003, après que le PS a remporté des sièges au Conseil national et surtout au Conseil des États.

Une vie de lutte pour les femmes et les travailleuses et travailleurs

Christiane Brunner, en parallèle à ses mandats électifs, prit parti sans relâche pour les droits des travailleuses et des travailleurs. Elle s'engagea avec force et conviction dans les mouvements syndicaux, d'abord comme présidente du Syndicat des services publics (SSP) en 1982, puis de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) en 1992. Tout en coprésidant la puissante Union syndicale suisse (USS) de 1994 à 1998, aux côtés de Vasco Pedrina, elle conduisit la fusion des syndicats FTMH et SIB, qui aboutit à la création d'Unia.

Figure de proue du féminisme

Christiane Brunner marqua aussi durablement l'histoire du féminisme en Suisse, notamment lorsqu'elle parvint à convaincre l'USS, sur une idée de Liliane Valceschini, d'organiser une grève générale des femmes. Ce ne sont pas moins de 500 000 femmes qui battirent ainsi le pavé le 14 juin 1991, exigeant enfin l'égalité.

Cette quête d'égalité la conduisit également vers des moments politiques marquants. En 1993, candidate officielle du Groupe socialiste au Conseil fédéral pour la succession de René Felber, les Chambres élurent le Neuchâtelois Francis Matthey, qui nous a quitté-es récemment. La semaine suivante, à nouveau candidate aux côtés de Ruth Dreifuss, c'est cette dernière qui devint alors la première femme socialiste à accéder au gouvernement.

Christiane Brunner restera à jamais une figure marquante des années de lutte féministe, qui continuera à guider les futures générations se battant pour l'égalité et pour la défense des travailleuses et travailleurs. Christiane Brunner marqua profondément l'histoire du parti, mais également de la Suisse moderne, du syndicalisme et du féminisme, grâce à son engagement sans failles et à ses convictions inébranlables.

6

questions à
Christel Minguely, 40 ans

Section: Grolley-Prez (Fribourg), vice-présidente des Femmes socialistes fribourgeoises

Profession: Cheffe de projets informatiques pour les Archives de l'État de Fribourg

Hobbies: Je joue du hautbois entre autres dans l'orchestre d'harmonie « La Landwehr » de Fribourg et à l'orchestre de la Ville et de l'Université de Fribourg. J'aime me dépenser avec le sport et me ressourcer chez moi avec ma famille et nos animaux. Depuis quelques années, avec mon conjoint, nous avons découvert le monde fascinant de l'apiculture et nous avons la chance de nous occuper de quelques ruches.

Présente-toi en quelques mots.

Je suis une personne animée par mes passions, que ce soit dans ma vie familiale, professionnelle et sociale. Je suis maman de 3 enfants en bas âge, avec une vie professionnelle et sociale bien remplie, mais surtout très épanouissante.

Qu'est-ce qui t'a amenée à devenir membre du PS ?

J'ai toujours été intéressée par les débats de société et par la chose publique. J'ai évolué avec des valeurs socialistes dans mon entourage, mais sans les affirmer. Cela faisait longtemps que je songeais à m'investir pour défendre les causes auxquelles je crois. J'ai franchi le pas il y a presque un an et je suis heureuse de l'avoir fait. J'y ai découvert un environnement où je peux partager et échanger en toute bienveillance.

Quelle est la priorité politique en Suisse, selon toi ?

Celle qui m'interpelle le plus actuellement reste encore et toujours l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes. L'égalité signifie que tous les individus bénéficient

des mêmes opportunités. L'équité reconnaît les différences de départ et les désavantages historiques, sociaux ou économiques. Pour atteindre l'égalité, il faut des conditions équitables et un soutien adéquat pour concilier vie privée et vie professionnelle. En combinant égalité et équité, la Suisse peut devenir plus juste et inclusive, permettant à chacune de s'épanouir pleinement. C'est notamment pour cette raison que je me suis engagée au comité des Femmes socialistes fribourgeoises.

Qu'est-ce qui t'a récemment indignée ?

L'inégalité économique. On en parle, mais rien ne change et la disparité entre les riches et les pauvres ne cesse de s'accroître. Les salaires des dirigeants font régulièrement les gros titres, cela choque l'opinion publique, mais très rapidement c'est oublié et les changements concrets se font attendre.

Choisis une mesure politique concrète que tu aimerais voir appliquée rapidement ?

Une initiative populaire vise à réguler le lobbying au sein du Parlement fédéral et je la trouve cruciale dans le contexte actuel. Les lobbyistes jouent un rôle essentiel en fournissant des informations aux députés. Cependant, sans l'influence disproportionnée de lobbies très puissants, le débat serait probablement plus équitable et surtout plus transparent.

Selon toi, quel est le sujet qui ne reçoit pas assez d'attention en Suisse et dans le monde ?

Il est essentiel de toujours accorder une grande attention aux droits des femmes. Ces droits, durement acquis, restent fragiles et peuvent être remis en question très rapidement. Il est primordial de faire le choix d'une société équitable et solidaire où les droits des femmes et des minorités sont protégés et renforcés.

LE RÉSULTAT

50 mio

Le Conseil national a recommandé le rejet de l'initiative pour l'avenir de la Jeunesse socialiste. Celle-ci propose de taxer à hauteur de 50 % les héritages dépassant 50 millions de francs. Concrètement, pour un héritage de 54 millions, 2 millions seraient ainsi prélevés par l'État. Cette mesure permettrait de récolter environ 6 milliards de francs par année, qui seraient investis dans la transition écologique, dont nous avons urgemment besoin. Sachant que les 15 familles les plus riches de Suisse polluent autant que 99 % de la population, il est légitime qu'elles contribuent davantage à cette transition.

CHIFFRE

38 h

38 heures, c'est le nombre d'heures de travail que le PS demande pour un temps plein. Actuellement, les Suissesses doivent travailler 42 h pour un temps plein. Actuellement, les Suissesses doivent travailler 42 h pour un temps plein, plus que dans la majorité des pays européens. La semaine de 38 heures est une contre-proposition à l'initiative « Service citoyen », qui réclame un service civique obligatoire. À l'inverse, la proposition du PS permettrait aux salarié-es d'avoir davantage de temps à disposition pour pouvoir s'engager bénévolement.



La place financière suisse

→ **Mardi 6 mai**
en ligne | 19h00 – 20h30

Le PS s'engage depuis toujours pour empêcher que les banques ne réalisent des profits douteux au détriment du bien commun. Deux ans après l'effondrement de Credit Suisse, où en sommes-nous ? Une formation avec Roger Nordmann et Fabien Liégeois (Professeur ordinaire au Centre de droit bancaire et financier).



Comment mettre fin à la violence à l'égard des femmes ?

→ **Vendredi 13 juin**
Lausanne, Maison du Peuple
18h30 – 20h00

En Suisse, douze femmes ont déjà été tuées cette année par leur partenaire ou ex-partenaire. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. La violence domestique, sexuelle et sexiste fait partie du quotidien de nombreuses femmes. Pourquoi en est-il ainsi ? Et que pouvons-nous faire pour remédier ?



10 milliards de trop – Comment soulager les locataires et stopper le lobby de l'immobilier ?

→ **Samedi 30 août** | Bienne
13h00 – 17h00

Aujourd'hui, les locataires paient chaque année plus de 10 milliards de francs de loyer de plus que ce que la loi autorise. Le lobby immobilier a une influence considérable sur le Parlement et veille à ce que les loyers – et donc ses profits – augmentent constamment. Lors de notre journée sur le thème du logement, nous analyserons la situation de l'immobilier en Suisse à travers des conférences et des ateliers. Nous réfléchirons aux mesures nécessaires pour mettre fin à l'explosion des loyers.

ÉVÉNEMENTS POUR LES ÉLU-ES ET LES MEMBRES AVEC FONCTIONS AU SEIN DU PARTI

Planification des campagnes électorales locales

→ **Lundi 2 juin**
en ligne | 19h30 – 21h00

Les campagnes électorales sont l'une des tâches les plus centrales de notre parti. En nous basant sur le manuel des sections correspondant, nous ferons le point sur les éléments clés, échangeons des conseils pratiques et identifierons les défis à anticiper. Formation dédiée aux membres exerçant des fonctions internes au parti.

AZB

CH-3001 Berne
PP/Journal

La Poste Suisse SA

Socialistes | Journal des membres du PS Suisse

Retours à : PS Suisse, case postale



Tu peux t'inscrire ici à tous les événements :

→ www.pssuisse.ch/ps-formation